

“Décortiquer le maïs pour créer des liens de valeur”

Recherche-action sur leviers pour rendre les chaînes de valeur
ajoutée maïs plus compétitives, durables et inclusives



LA FINANCE ET L'ASSURANCE AGRICOLE

DOCUMENT SYNTHETIQUE (7)

Octobre 2011



Royal Tropical Institute



« Décortiquer le maïs pour créer des liens de valeur »



Table des matières

1.	SITUATION ACTUELLE	1
2.	SITUATION EN 2015 SI RIEN N'EST FAIT	3
3.	DEFIS POSES	4
4.	MECANISMES POSSIBLES DE FINANCEMENT AGRICOLE	5
5.	ORIENTATIONS STRATEGIQUES	6
6.	OPTIONS D' ACTIONS	7
7.	REFERENCES	7



Ce programme de recherche action fut réalisé grâce au concours de l'Initiative pour la Sécurité Alimentaire de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Bénin (Avant-projet Maïs ; (Sécurité alimentaire au Bénin : Recherche-action sur les chaînes de valeur de la filière maïs) et du projet ESFIM (Empowering Small Farmers In Markets ; www.esfim.org). Le programme de recherche-action était coordonné par la FUPRO, en partenariat avec SNV, WUR-CDI, KIT et Agriterra.



1. SITUATION ACTUELLE

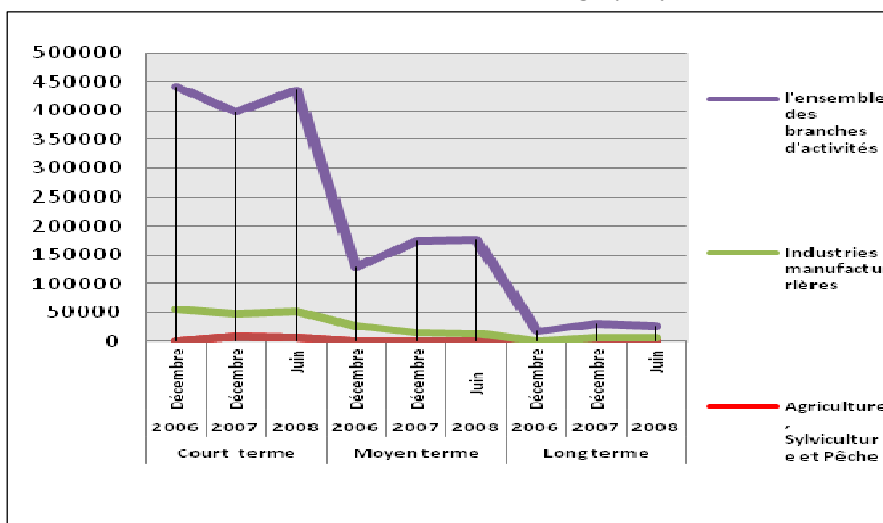
Quels types de systèmes de financement rural s'imposent présentement aux agriculteurs béninois ?

Au Bénin, à la date d'aujourd'hui, il n'existe pas une politique cohérente et formelle sur le financement rural. Plusieurs initiatives ont certes existé et ont développé des systèmes de financement diversifiés et multifformes en milieu rural au nombre desquels on peut citer :

- le financement ponctuel ou éphémère qui ne dure que la vie des projets. Ils sont généralement assurés dans une large proportion par des partenaires au développement avec des contreparties de l'Etat béninois et/ou des bénéficiaires ;
- le financement par les organisations de producteurs agricoles (GV, UCP, URP notamment) à partir des revenus collectifs (plus-values, ristournes, recettes sur prestations, etc.) ;
- le système de crédits sur intrants agricoles octroyés par le Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA) particulièrement dans le cadre de la promotion des cultures vivrières notamment riz et maïs au lendemain de la crise alimentaire de 2008 ;
- le système de crédits sur intrants agricoles facilité par la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA) particulièrement dans le cadre de la culture du coton ;
- le financement par les institutions de l'Etat (FNPEJ, PACER et autres) appuyant les couches défavorisées (jeunes, sans emplois, femmes, etc.) ;
- le secteur bancaire classique et les financements ruraux ;
- les systèmes financiers ruraux d'épargne et de crédit (CREP, CAVECA, CLCAM,...) ;
- le système informel (tontines et usuriers) ;
- le mécanisme de warrantage qui se développe peu à peu et est actuellement appuyé par des partenaires comme l'IFDC-Bénin et l'ADF.

Quel est le niveau de financement du secteur agricole malgré son importance dans la constitution du PIB national ?

Le niveau actuel de financement rural comme le montre le graphique ci-dessous :

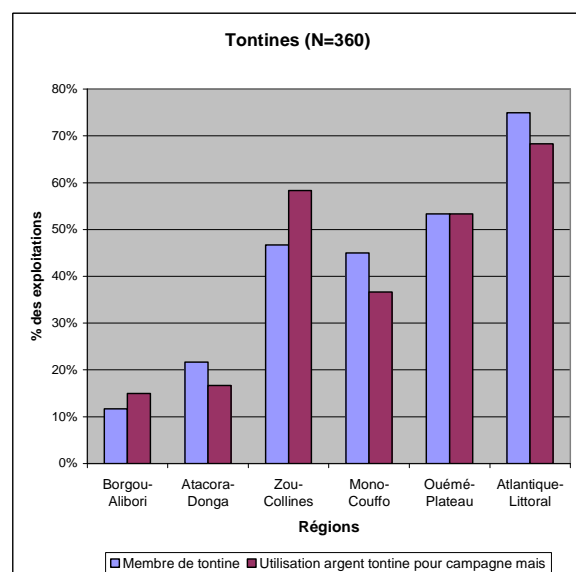
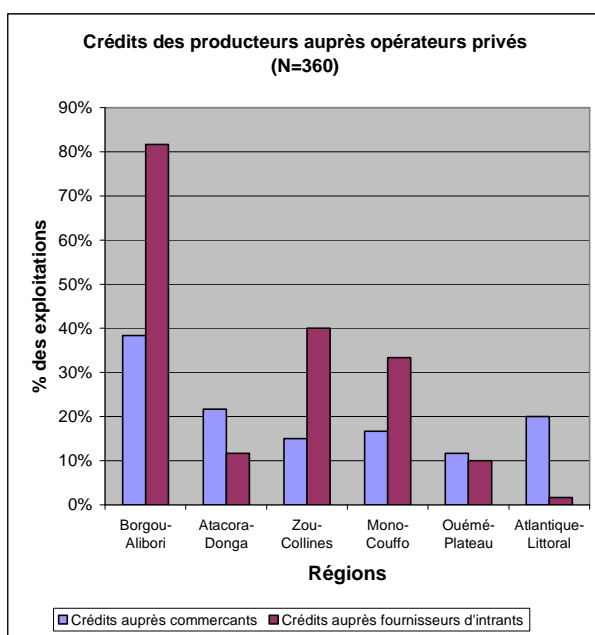


Source : Bulletin de statistiques monétaires et financières, Aout 2009 (AïNA, 2011)

A l'opposé des banques classiques, les institutions de micro finance (IMF) qui représentent de nos jours les principales institutions de financement du secteur agricole toutes filières confondues accordent elles aussi, une place de choix au financement des activités du secteur tertiaire dont surtout le commerce ; 18% seulement des surfaces de crédits sont alloués au secteur agricole.

Comment les maïsiculteurs s'organisent pour financer leurs activités ?

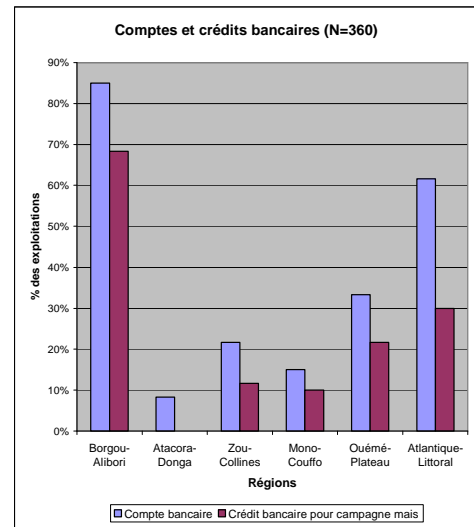
Les producteurs de maïs accèdent de différentes manières au financement de leur campagne agricole. Les figures en bas présentent les tendances observées auprès de 360 exploitations agricoles. Ci-dessous, nous regardons de plus près aux trois grands options : crédits auprès opérateurs privés, tontines et crédits bancaires.



La pratique de prendre des crédits auprès de fournisseurs d'intrants est très répandue dans le Borgou-Alibori, certes à causes de l'importance des commandes. Deux régions occupent une position intermédiaire (Zou-Collines et Mono-Couffo). Dans les autres trois régions, moins de 10% des producteurs organisés acquièrent des intrants sur base de crédit. La prise de crédit auprès de commerçants est moins importante mais pas négligeable. Elle est également le plus développé dans le Borgou-Alibori.

Les tontines sont beaucoup développées dans le Sud ; 40-75% des exploitations productrices de maïs interviewés y sont membres. Elles déclarent utiliser l'argent des tontines pour la campagne maïs. Il s'agit certes de l'achat d'intrants et le paiement de la main d'œuvres. Et il se peut que l'argent des tontines permet d'éviter le bradage du maïs. Les tontines ne sont que peu développées dans les deux régions septentrionales (10-20% des maïsiculteurs organisés).

Pour les producteurs de maïs, le crédit formel est surtout développé à Borgou-Alibori. Cette situation s'explique par les volumes de production réalisés par exploitation et la forte orientation commerciale des producteurs du Nord. La participation au secteur bancaire formel est faible ou très faible dans les autres régions.



2. SITUATION EN 2015 SI RIEN N'EST FAIT

Les tendances d'accroissement de la production du maïs n'atteint guère 15% sur les 10 dernières années (DPP, 2011). Cela est dû en partie à la faible mécanisation de l'agriculture, à la pauvreté des terres, au manque de financement des acteurs. Malgré la contribution significative du PUASA sur les 4 dernières années les tendances sont loin d'être inversées.

Bien que le secteur agricole apporte une contribution consistante dans la constitution du PIB national (tableau ci-dessus), l'effort de financement du secteur agricole en général et de la filière maïs en particulier se révèle donc très bas comparativement aux autres secteurs d'activités. En effet, si rien n'est fait pour accompagner les projections du PSRSA analysées par FALADE (2011), le chiffre d'affaires de production du maïs qui passerait du simple en 2010 au double en 2015 ne serait certainement pas atteint ; voir tableau suivant.

	Production réelle	Projections PSRSA				
	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production (T)	1.012.236	1.399.247	1.510.460	1.630.512	1.760.106	1.900.000
Prix moyen du kilo de maïs sur les 20 dernières années : 130,5 FCA						
Chiffre d'affaires de la filière	1,3.10 ¹¹	1,8. 10 ¹¹	2. 10 ¹¹	2,1. 10 ¹¹	2,3. 10 ¹¹	2,5. 10 ¹¹

Source : FALADE, 2011 ; SOHINTO, 2011; DPP/MAEP, 2011

La persistance des tendances maintiennent donc les producteurs dans la précarité et rentabilisent très peu leurs maigres investissements.

Quels sont les obstacles qui empêchent le développement de la finance rurale au Bénin ?

L'état des lieux sur l'accès au crédit a identifié les principaux obstacles au financement des entreprises agricoles et des organisations paysannes. Les contraintes relevées peuvent être résumées comme suit :

- Les limites du cadre institutionnel du système financier et les contraintes liées aux dispositions légales et réglementaires régissant le système financier béninois ;
- L'inadéquation des ressources des banques et l'offre de crédit avec les demandes de crédit agricole et des entreprises agricoles ;
- La cherté des crédits (coût élevé des crédits, taux d'intérêt élevés, frais et procédures complexes et onéreux) ;
- Les difficultés d'accès à des titres fonciers nécessaires pour la garantie des crédits agricoles ;
- Les obstacles au refinancement des IMF pour satisfaire les demandes solvables des PME/PMI ;
- L'insuffisance de mécanisme de garantie appropriée à la sécurisation des crédits au PME/PMI et micro entreprises ;
- La capacité de collecte de l'épargne en milieu rural est considéré comme faible du fait de la forte paupérisation des zones rurales et des difficultés de mobilisation de ressources longues par la majorité des IMF ;
- Les ressources humaines locales de qualité sont rares en milieu rural. Toute institution financière qui se retrouverait obligée de faire venir du personnel qualifié des villes, augmentant ainsi ses coûts d'opération par ailleurs déjà élevés ;
- La vulnérabilité des activités rurales aux chocs climatiques et de saisonnalité et le manque de connaissance du monde rural par le système bancaire ;
- L'enclavement des zones rurales. L'accès à certaines localités peut constituer un véritable problème et est quelquefois impossible au cours de certaines périodes de l'année. Il peut en résulter un difficile suivi des clients du crédit et ensuite les coûts d'opération plus élevés ;
- L'aggravation des risques liés à la production (taux de faillite élevé, perte des ressources due aux chocs naturels et de saisonnalité, la mauvaise gouvernance, etc.) ;
- La problématique de la gouvernance et de la survie des organisations des producteurs ;
- L'accroissement des taux d'insolvabilité dans le monde rural.

3. DEFIS POSES

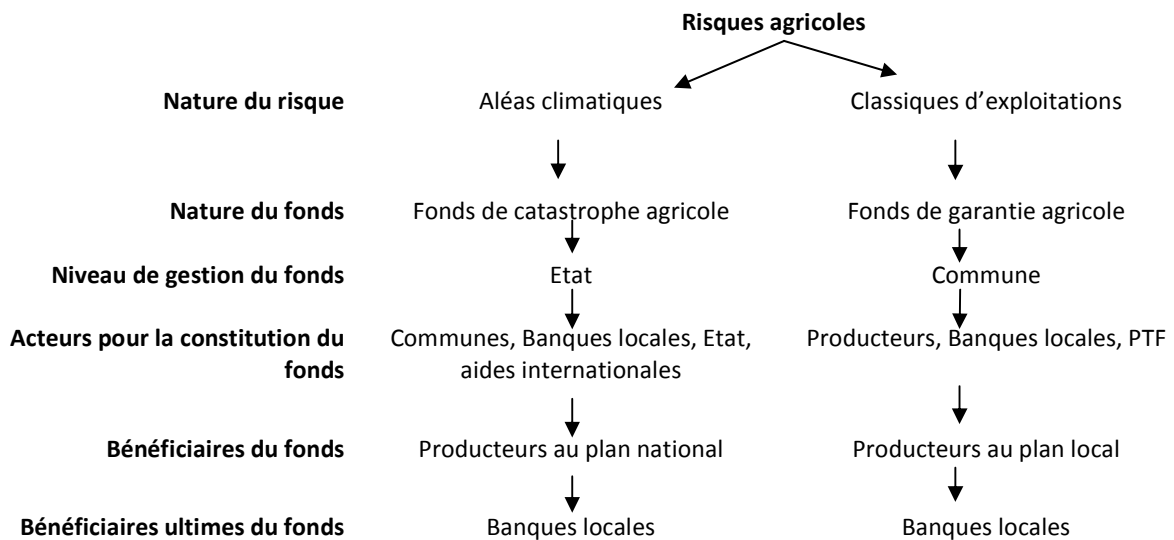
- Sécuriser le secteur agricole pour en faciliter son financement en prenant des mesures relatives aux débouchés, aux prix, au taux d'intérêt, au foncier et aux aléas climatiques ;
- Inciter les IMF et les banques à financer l'agriculture par la mise en place par l'Etat de fonds de garantie, de fonds d'assurance de récolte, les fonds de calamité et l'opérationnalisation du FNDA (PSRSA) ;
- Développer des mécanismes sécurisés de stockage-crédit à base du maïs ;
- Renforcer les capacités en construction des liens d'affaires dans la filière maïs.

4. MECANISMES POSSIBLES DE FINANCEMENT AGRICOLE

Le fonds de garantie pour risques agricoles

Le choix pour le fonds de garantie des risques agricoles réside dans la précarité des biens et autres moyens dont dispose le paysan béninois pour garantir son crédit auprès d'une institution financière. En effet en agriculture, la principale hypothèque dont dispose le paysan béninois est la terre, encore faut-il qu'il soit effectivement propriétaire de ces terres qu'il exploite, ce qui n'est pas toujours le cas. Les garanties sur les autres biens sont d'une valeur plus aléatoire donc moins appréciées par les institutions financières. Car les machines peuvent s'user, les récoltes peuvent être vendues et le bétail disparaît avant la mise en jeu des garanties dont ils sont le support. Aussi, l'effet multiplicateur d'un fonds de garantie favorise-t-il l'accès d'un nombre relativement important de producteurs aux crédits.

Dans ces conditions, un fonds de garantie bien pensé constituerait une sûreté réelle permettant de réduire le risque de perte finale pour le banquier. Ce qui pourrait avoir comme effet, une réduction des taux d'intérêts qu'il va exiger. Mais il ne suffit pas que ces fonds de garanties existent dans les textes de loi, il faut encore qu'ils puissent être pris dans les formes requises et surtout qu'il soit possible de les faire jouer en cas de non remboursement. Raison pour laquelle nous avons opté pour des fonds autonomes de garanties agricoles tant dans la constitution que dans la gestion. La caractérisation de ces fonds est représentée par le schéma ci-contre et son fonctionnement :



Source : AÏNA, 2011

Mécanisme de financement par le système de warrantage

Après analyse des expériences recensées dans la littérature il s'avère que le système warrantage participe à un mécanisme de financement et d'obtention de crédit. Son originalité réside dans le fait que la production constitue la garantie profitable à l'institution financière et à l'agriculteur par le principe de nantissement (FALADE, 2011). Cependant, la réussite du modèle de warrantage dépend de plusieurs facteurs. Les plus significatifs concernent:

- Existence d'un bon système d'information sur les marchés ;
- Existence d'un établissement de crédit et d'un secteur bancaire performants ;
- Règlements appropriés pour l'octroi de prêts et la rapidité de l'opération ;
- Bonne connaissance du milieu : saisonnalité des activités et des revenus agricoles ;
- Faire un choix judicieux des produits devant faire l'objet de warrantage ;
- Existence d'un système d'entreposage avec toutes les normes requises ;
- Existence d'un stock de produits agricoles suffisant ;
- Le coût du crédit doit être inférieur au gain potentiel induit par le différentiel de prix ;
- Existence d'une législation adéquate en matière d'entreposage et de commerce ;
- Non intervention de l'Etat et l'aide alimentaire ne doit pas bouleverser les échanges ni concurrencer la production stockée.

Mécanisme d'accès au financement à travers le PUASA (crédits intrants)

Suivant ce mécanisme, les intrants sont livrés dans les magasins des services d'encadrement (CeCPA) où les producteurs viennent s'approvisionner sur présentation de bons de sortie délivrés par le Responsable Communal de la Production Agricole (RCPA). Les besoins étant estimés et validés au préalable. A la fin de la campagne, la récupération en espèces se fait quelquefois par le service d'encadrement et les fonds récupérés sont reversés dans un compte du trésor ouvert à cet effet. La récupération en nature se fait par l'ONASA.

Ces trois options peuvent être opérationnalisés à travers l'ambition du Gouvernement de créer le Fond National de Développement Agricole (FNDA) arrimé avec l'Assurance et Mutuelle Agricole du Bénin (AMAB).

5. ORIENTATIONS STRATEGIQUES

- Mise en place d'un mécanisme institutionnel favorable à l'émergence des produits financiers adapté au monde rural ;
- Promotion du financement rural au profit de la filière maïs ;
- Développement des modalités de financement sur la base des pratiques courantes 'endogènes' ayant prouvé leur efficacité et intérêt pour les producteurs ;
- Appui à l'émergence du système de warrantage sur le maïs ;
- Renforcement des capacités des producteurs, des organisations des producteurs et des institutions financières pour la promotion de différents mécanismes de financement.

6. OPTIONS D' ACTIONS

- Organiser des actions de plaidoyer/lobbying pour créer un cadre réglementaire pour la mise des différents mécanismes/produits financiers par la prise de lois ;
- Vulgariser dans tous les grands bassins maïsicoles le système de warrantage ;
- Sensibiliser les institutions financières et les producteurs sur les avantages des différents mécanismes/produits financiers adaptés au secteur rural (crédit monétaire, crédits intrants, stockage-crédit, etc.) ;
- Faciliter les relations de confiance entre producteurs et opérateurs privés pour développer des systèmes de financement au sein de la chaîne de valeur ;
- Développer des systèmes de financement à partir des pratiques de tontines ;
- Familiariser les institutions financières aux activités agricoles et revenus paysans ;
- Renforcer les capacités des agriculteurs dans la demande de crédits.

7. REFERENCES

- AÏNA, M. (2011). *Vers un réel accès au financement des producteurs agricoles du Bénin : Cas de la filière maïs*. FUPRO-Bénin.
- DPP/MAEP (2011). *Statistiques agricoles, sous secteur Production Végétale*.
- FALADE, D. (2011). *Le warrantage (stockage-crédit) facteurs déterminants, succès et échecs*. FUPRO-Bénin.
- FUPRO (2011). *Consultations des membres et groupements de base dans le cadre du développement de la filière maïs*.
- MAEP (2010). *Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole*.
- PUASA (2011). *Etude pour la mise en place d'un mécanisme novateur d'accès aux intrants agricoles et d'entreprises industrielles*. Rapport final définitif. Cotonou, Bénin.
- SOHINTO, D. et AÏNA, M. S. (2011). *Analyse économique et financière de cinq (05) chaînes de valeurs ajoutées*.